

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 12 septembre 2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOURIAU**

Route de Paris  
RD 323  
72470 Champagné

Références : 2024-341\_INSP\_SOURIAU-Champagné\_RAP  
Code AIOT : 0006301823

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement SOURIAU implanté Route de Paris RD 323 72470 Champagné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est faite dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale du site déposé le 09 septembre 2023.

Le suivi des constats de l'inspection du 13/04/2023 qui portait la mise à jour de l'étude de danger a aussi été fait.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOURIAU
- Route de Paris RD 323 72470 Champagné
- Code AIOT : 0006301823
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement Souriau de Champagné exerce une activité de conception et de fabrication de connecteurs destinés à être utilisés dans des environnements sévères. La fabrication de ces connecteurs nécessite l'utilisation d'installations de traitements de surface.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Mesures complémentaires	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 3.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 7.6.7	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 7.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
7	PCB	Code de l'environnement du 10/04/2013, articles R.543-17, R.543-21, R.543-26 et R.543-30	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures de maîtrise des risques : mélange incompatible au dépotage	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet
5	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
8	Contrôle chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I de l'annexe I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi de certains constats de l'inspection du 13/06/2023, qui portait sur la mise à jour de l'étude de dangers, amène à la conclusion que le nécessaire a été réalisé. L'exploitant veillera à poursuivre la réalisation de son plan d'actions.

L'exploitant devra apporter des éléments de réponse sur la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie, ou encore sur le confinement des eaux incendie du site.

Une pollution de la nappe souterraine du site a été mesurée en 2020. Lors de la campagne de mesure en septembre 2023, il a été constaté que la pollution proviendrait de l'atelier de traitement de surface et qu'elle se propage au Nord du site. Le rapport d'Interprétation de l'État des Milieux

(IEM) réalisé en avril 2024 recommande la mise en œuvre d'une surveillance d'utilité publique (SUP) et encourage l'exploitant à poursuivre les travaux de mises en conformité et à réaliser de nouvelles campagnes de mesures. Une information de l'ARS doit être réalisée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures de maîtrise des risques : mélange incompatible au dépotage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incompatibilité dépotage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b>  La visite du 13/06/2023 avait pour sujet les mesures de maîtrises de risques de l'étude de dangers du site. Les non-conformités constatées sur l'aire de dépotage étaient les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- L'instruction de travail prévoit un rinçage du capot et du raccord (partie 3.3 fin du dépotage) : il semble que le rinçage ne soit pas correctement réalisé, car il reste des traces de dépôt de produit à l'intérieur des bouches ;</li><li>- Au-dessus du poste restent affichées les anciennes consignes de sécurité qui ne correspondent pas au nouveau système de dépotage ;</li><li>- L'instruction ne prévoit pas la vérification des bons de livraison pour assurer que la livraison correspond bien au produit qui est attendu. Ce point devrait être vérifié préalablement aux opérations de dépotage.</li></ul> Suite à cette visite, l'exploitant a élaboré un plan d'actions afin de se mettre en conformité.  La présente visite a permis de constater les modifications faites sur l'aire de dépotage : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les consignes de sécurité des nouvelles installations sont affichées ;</li><li>- La procédure de dépotage a été mise à jour suite à la remarque sur les vérifications de bons de livraisons. L'exploitant connaît les horaires d'arrivées des camions et supervise les arrivées conformément au planning ;</li><li>- L'intérieur des bouches n'a pas été observé lors de la visite. Ce point sera abordé lors de la prochaine visite.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Mesures complémentaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recommandations dans l'étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'étude de dangers justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise du risque internes à l'établissement, dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, en application des dispositions de l'article R. 515-90 du code de l'environnement. L'annexe II du présent arrêté précise les critères d'application de cette démarche.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 13/06/2023, les remarques suivantes avaient été faites :

- vérifier la non-obturation du regard central permettant l'écoulement vers le puisard ainsi que l'absence de liquide dans le puisard avant toute opération de dépotage : nous constatons que le puisard n'est pas vide le jour de l'inspection ;
- améliorer le contrôle d'accès pour la livraison des produits dangereux conditionnés et en vrac : pas présenté en inspection ;
- prévoir de rendre accessible la vanne manuelle de fermeture de l'alimentation en gaz du bâtiment F : nous constatons du matériel stocké à proximité et des chariots qui pourraient gêner l'ouverture ;
- mettre en place des protections mécaniques pour les tuyauteries aériennes vulnérables aux agressions mécaniques.

Suite à cette visite, l'exploitant a envoyé un plan d'actions de mise en conformité.

Lors de la présente visite, il a pu être constaté que :

- la vérification de la non-obturation du regard central permettant l'écoulement vers le puisard ainsi que l'absence de liquide dans le puisard avant toute opération de dépotage a été relevé dans le plan d'actions de l'exploitant. Il est prévu de mettre en place un système de vidange du puisard afin d'assurer l'absence de liquide avant toute opération de dépotage. Le délai de réalisation est fixé à décembre 2024 ;
- le contrôle d'accès pour la livraison des produits dangereux conditionnés et en vrac n'a pas été communiqué lors de la visite ;
- la vanne manuelle de fermeture a été rendue accessible et la signalétique est visible ;
- des protections ont été mises en place autour des tuyauteries aériennes : installations de barrières et encastrement d'un tuyau dans la façade du bâtiment.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant informera l'inspection sur :

- la mise en place du système de vidange du puisard de l'aire de dépotage ;
- le contrôle d'accès pour la livraison des produits dangereux conditionnés et en vrac.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Plan d'opération interne (POI)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Élaboration d'un POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.
- Le plan d'opération interne précise :
  - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
  - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
  - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

#### **Constats :**

Durant la nuit du 29 au 30 décembre 2023, le SDIS a été contacté pour une pollution d'origine indéterminée. D'après le rapport du SDIS, les responsables du site n'ont pas été joignables. Le sous-sol, local de 100 m<sup>2</sup> environ, présentait d'un liquide inconnu sur une épaisseur de 5 à 10 centimètres.

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que le liquide en question était de l'eau et que l'agent de sécurité n'a pas respecté le protocole d'appel du site avant de contacter le SDIS.

Des travaux de manutentions avaient eu lieu la veille sur l'atelier présent au-dessous des sous-sols. La remise en marche d'un circuit a généré un écoulement d'eau dans le sous-sol.

Suite à cet incident, plusieurs changements ont été réalisés :

- une astreinte pour les responsables du site a été mise en place,
- une procédure de consignation en cas d'arrêt des machines a été mis en place,
- la procédure de formation des agents de sécurité a été actualisée,
- le Plan d'Opération Interne (POI) a été mis en jour en intégrant les numéros de contact d'astreinte des agents du site.

De plus, la visite du 13/06/2023 avait constaté des manquements concernant des points cités dans

l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, notamment sur les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site.

En réponse à ce constat, l'exploitant a établi une convention d'adhésion au dispositif FIR (Force d'Intervention Rapide) Pays-de-la-Loire, afin de pouvoir mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Pollution accidentelle

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 3.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Pollution des sols

**Prescription contrôlée :**

« Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité. »

**Constats :**

SOURIAU a spontanément réalisé une analyse des sols du site en 2020. Une pollution de la nappe au niveau des ateliers de traitement de surface a été mesurée.

Concernant les outils de mesures, 18 piézomètres sont installés dont 12 sur site. Cette installation a permis de connaître l'écoulement de la nappe et la propagation de la pollution.

Une nouvelle campagne d'analyse a été faite en septembre 2023, dans le cadre de la préparation du dossier de demande d'autorisation environnementale. Suite aux conclusions du rapport d'Interprétation de l'État des Milieux (IEM), une première phase de travaux a été réalisée sur les caniveaux des ateliers de traitement de surface d'avril à juillet 2024.

Par la suite, les premiers résultats, présentés par l'exploitant, démontreraient un recul du périmètre de pollution de la nappe.

Une incertitude reste sur la contamination de la nappe au niveau de certaines habitations situées au Nord du site. Le rapport IEM recommande la mise en place d'une Servitude d'Utilité Publique (SUP).

Pour autant, le rapport apporte une nuance sur l'interprétation des résultats : une unique campagne de mesure a été réalisée pour la constitution de cette analyse. L'implantation éventuelle de piézomètres complémentaires et la réalisation de nouvelles campagnes de mesures permettront d'affiner l'analyse.

L'inspection réalisera une information de l'Agence Régionale de Santé (ARS) afin que ce service définisse les mesures à mettre en œuvre concernant les enjeux sanitaires sur la population.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra poursuivre ses investigations et plus particulièrement prendre contact avec les habitants le cas échéant en concertation avec l'ARS pour connaître une potentielle utilisation de

la nappe par les tiers. Les suites à donner à cette problématique seront cependant précisées dans des courriers/documents élaborés en concertation et avec validation du niveau régional de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Confinement des eaux polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 7.6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinements des effluents liquides pollués
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 7.6.7 de l'arrêté préfectoral du 24/12/2008 :</u> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés d'une capacité de 250 m<sup>3</sup>.</p> <p><u>Article 9 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 :</u> En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 24/12/2021, l'exploitant avait spontanément indiqué qu'il ne disposait pas de bassin de confinement des eaux incendie. Conformément aux attentes de l'inspection, l'exploitant a évalué le volume d'eau nécessaire à l'aide du GUIDE PRATIQUE de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction D9a, dans sa nouvelle version de juin 2020. Lors de la visite, l'exploitant a présenté les contraintes techniques du site pour le confinement des eaux d'extinction sur le bassin versant 1. Différents agencements ont été présentés, sans pour autant statuer sur une solution. Finalement, deux solutions de confinement des eaux d'extinction ont été retenues par l'exploitant : le confinement des eaux dans les sous-sols des ateliers de traitement de surface ou l'installation d'un bassin sous le parking situé au Nord-Ouest du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant définira un plan d'actions et informera l'inspection sur la solution de confinement des eaux incendie retenue ainsi que sur son programme de mise en œuvre.</p>



Le prochain arrêté préfectoral traitera de ce sujet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 6 : Moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débit bornes incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Moyens de lutte incendie :</p> <p>Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend au moins 3 poteaux normalisés (NFS 61.213), ayant un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h en ouverture simultanée (...).</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. À défaut d'un nombre de poteaux suffisants, ou en cas de débit insuffisant, l'établissement doit disposer d'une réserve d'eau destinée à l'intervention de 360 m<sup>3</sup> au minimum. L'établissement est équipé d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale, le SDIS a émis un avis le 30 novembre 2023 sur les moyens de lutte contre l'incendie du site.</p> <p>L'exploitant possède 3 poteaux internes au site et 4 poteaux externes qui permettraient de couvrir des besoins en eaux d'incendie.</p> <p>Le SDIS a demandé à l'exploitant de faire une mesure des poteaux en simultané afin de s'assurer que le débit des poteaux soient suffisants.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à contacter le personnel compétent pour réaliser ces mesures.</p> <p>Dans l'éventualité où les débits des poteaux incendie seraient insuffisants, le SDIS préconise l'installation d'une bâche incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant effectuera les mesures des poteaux incendie concernés et sollicitera l'avis du SDIS à la suite de la réception des résultats.</p> <p>Le prochain arrêté préfectoral traitera de ce sujet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 7 : PCB

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/04/2013, articles R.543-17, R.543-21, R.543-26 et R.543-30
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PCB
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article R. 543-17 du code de l'environnement :</u> Sont soumis aux dispositions de la présente section les polychlorobiphényles, les polychloroterphényles, le monométhyl-tétrachloro-diphényl méthane, le monométhyl-dichloro-diphényl méthane, le monométhyl-dibromo-diphényl méthane, ainsi que tout mélange dont la teneur cumulée en ces substances est supérieure à 50 ppm en masse. Par abréviation, les substances précitées ainsi que tout mélange dont la teneur cumulée en ces substances est supérieure à 50 ppm en masse sont appelés PCB dans la présente section.  <u>Article R. 543-21 du code de l'environnement :</u> Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB : <ul style="list-style-type: none"> <li>• à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1<sup>er</sup> janvier 1976 ;</li> <li>• à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 si l'appareil a été fabriqué après le 1<sup>er</sup> janvier 1976 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 1981 ;</li> <li>• à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1<sup>er</sup> janvier 1981.</li> </ul> <u>Article R. 543-26 du code de l'environnement :</u> Tout détenteur d'appareils susceptibles de contenir des PCB est tenu d'en connaître la teneur. Les modalités d'analyse sont définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement.  <u>Article R. 543-30 du code de l'environnement :</u> Un appareil est considéré comme non pollué par les PCB s'il est fabriqué après le 4 février 1987, qu'il est hermétiquement scellé ou qu'il est démontré qu'aucun fluide diélectrique contenant un mélange d'isomère dont le numéro de registre CAS est le 76253-60-6 n'a été ajouté avant le 18 juin 1994 et que l'appareil n'a pas de plaque indiquant "UGILEC-T". Les appareils fabriqués après le 18 juin 1994 sont considérés comme non pollués par les PCB.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de 3 transformateurs datant de 1994, 2008 et 2018. Les transformateurs de 2008 et 2018 sont réputés ne pas être pollués par des PCB. Pour le transformateur de 1994, l'exploitant justifiera par exemple à l'aide d'une analyse d'huile l'absence de PCB ou tout autre justificatif admis au niveau de la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Contrôle chaudières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée - cas général
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>6.3. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée</b>

### 6.3.1. Cas général

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés au point 6.2.5, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2.5 est effectuée, au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW.

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces produits dans l'installation.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation.

Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats ne dépassent pas les valeurs limites.

#### **Constats :**

Seule la fréquence de mesure a été examinée par l'inspection des installations classées.

Les mesures des rejets des chaudières du site sont réalisées annuellement sur les 4 brûleurs du site.

La dernière intervention date du 23/02/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Observation :** la température de certaines fumées est élevée. Il convient d'engager une réflexion sur l'amélioration de ce volet.